

Appleby

Questions clés et Réponses

Des médias ont rapporté que le cabinet d'avocats offshore Appleby a été victime d'un piratage et que l'ICIJ a reçu les données de l'entreprise. Nous attendons donc un événement médiatique important qui aura lieu bientôt. Voici quelques questions et réponses élaborées par TJN et qui contribueront à répondre aux préoccupations, des journalistes et autres personnes intéressées, qui pourraient surgir.

Qui est Appleby?

Appleby est un cabinet d'avocats offshore. Il fournit une très large gamme de services juridiques offshore pour les entreprises et les particuliers fortunés. Ce genre de travail comprend le maintien des fiducies à l'étranger et le conseil aux clients sur la structuration de leurs activités dans les paradis fiscaux. Il a des bureaux dans un certain nombre de paradis fiscaux et de juridictions du secret autour du monde.

Il s'agit d'un secteur d'activité similaire à celui de Mossack Fonseca, mais il s'agit d'une entreprise beaucoup plus importante que Mossack Fonseca.

Qu'est ce que le cercle magique offshore?

Le cercle magique offshore est un regroupement informel des principaux cabinets d'avocats offshore en termes de taille. Le terme reflète le cercle magique, les principales entreprises des avocats de Londres. Comme il ne s'agit pas d'un groupement officiel, il n'y a pas d'adhésion officielle, cependant les firmes du cercle magique offshore sont largement considérées comme Appleby, Bedell Cristin, Carey Olsen, Conyers, Harney, Maples, Mourant Ozannes, Ogier et Walkers.

Que lest le role des avocats dans l'évitement fiscal offshore?

Les avocats sont les opérateurs du commerce d'évitement fiscal. Les avocats mettent en œuvre des stratagèmes d'évitement fiscal, créent des sociétés, veillent à ce que les comptes et les documents de l'entreprise soient déposés auprès des bonnes personnes. Les avocats s'assurent que les entreprises répondent aux exigences minimales pour exister dans une juridiction offshore. Ils s'occupent de la rédaction de contrats et de documents de confiance et agissent en tant que fiduciaires. Certains cabinets d'avocats développent également des systèmes complexes d'évitement fiscal, seuls ou conjointement avec des cabinets d'expertise comptable.

Qu'en est-il du rôle des comptables?

Les cabinets comptables, et en particulier les quatre grands groupes, E & Y, PwC, KPMG et Deloitte, sont les cerveaux du système d'évitement fiscal. Ils conçoivent et commercialisent des systèmes d'évitement fiscal à leurs clients, et génèrent des frais énormes en le faisant. Une analyse des comptes des quatre grands par TJN a montré qu'ils ont généré 2,2 milliards de GBP par an en frais de conseil fiscal.

George Rozvany était auparavant directeur des prix de transfert chez E & Y en Australie, puis directeur fiscal du groupe dans une grande multinationale. Il a déclaré au journaliste australien Michael White : *"Les Quatre Grands ont, sous un manteau d'illusion Raspoutine, dévié de leur rôle original et critique de vérifier l'exactitude des comptes financiers pour toutes les parties prenantes, d'être des" comptables de la fortune "représentant simplement la position comptable des multinationales et développant pratiques agressives internationales d'évitement fiscal"*.

Que lest l'ampleur du problème de l'évitement fiscal offshore et de l'évasion fiscale?

TJN estime que la perte globale subie par les gouvernements à la suite de transferts de bénéfices par les multinationales dépasse les 600 milliards de dollars par an. En tant qu'un pourcentage de leur Produit Intérieur Brut (PIB), les pays en développement sont les plus durement touchés.

Nous estimons également qu'entre 21 et 32 billions de dollars de richesse privée sont détenus à l'étranger. En supposant que les bénéficiaires de cette richesse ne soient pas déclarés et que le rendement du capital soit très conservateur (3%), nous estimons que les gouvernements perdent plus de 189 milliards de dollars par an en raison de la richesse offshore cachée.

Est ce que les entreprises comme Appleby exercent des activités illégales?

Seul un juge peut dire de manière définitive si une activité est illégale ou légale, et il est difficile de le dire sans connaître plus en détail les activités d'Appleby. Toutefois, si Appleby traitait le produit de l'évasion fiscale, ou de l'argent d'autres crimes tels que la violation des sanctions, alors à tout le moins une enquête devrait être ouverte pour déterminer s'ils sont impliqués dans le blanchiment d'argent.

Les paradis fiscaux, les juridictions du secret et les cabinets d'avocats qui les habitent n'existeraient pas, ce n'était pas pour aider les gens à faire des choses qui seraient illégales dans leur pays d'origine.

Ce que fait Appleby offshore pourrait bien avoir été légal à l'étranger, mais c'est un bar assez bas.

Quelle est la différence entre l'évasion et l'évitement?

On a dit une fois que la différence entre l'évasion et l'évitement est l'épaisseur d'un mur de prison. En d'autres termes, l'évasion fiscale est illégale, alors que l'évitement fiscale est légal.

Nous pensons que c'est trop simpliste.

L'évitement et l'évasion ont la même origine - un contribuable cherche à ne pas payer une taxe que le gouvernement a placée sur une activité économique. Les deux refusent les revenus aux services publics qui devraient être payés. Les deux ont tort et doivent tous deux être confrontés au gouvernement.

L'évasion fiscale est le cas où quelqu'un, délibérément et sciemment, ne paie pas ses impôts, peut-être en faisant une déclaration d'impôt frauduleuse. Les sociétés offshores et les comptes bancaires sont souvent la clé de l'évasion car ils aident les clients à cacher leur argent de l'impôt, et d'autres autorités d'application de la loi.

L'évitement fiscal se produit quand un contribuable cherchera à ne pas payer une taxe en prenant une ligne de conduite conçue pour contrer l'intention des législateurs. L'évitement est souvent la création d'une fiction comptable afin de convaincre une autorité fiscale d'accepter moins d'impôts en donnant à quelque chose l'apparence qu'elle n'est pas.

Les gouvernements peuvent contester les stratégies ou plans d'évitement en les traduisant en justice, et le font souvent. En cas de succès, le résultat est souvent le réajustement d'une facture fiscale plutôt qu'une sanction pénale. Le recours à des plans d'évasion fiscale est extrêmement répandu. En 2013, le Comité des comptes publics du Royaume-Uni, un organisme de surveillance gouvernemental, a entendu le témoignage d'un haut responsable d'un grand cabinet d'experts-comptables qui vendrait des plans fiscaux à ses clients, même s'ils estimaient qu'il y avait seulement 25% de chances qu'ils survivent à une contestation ou à un défi judiciaire.

Comment fonctionne l'évitement offshore?

La façon dont les entreprises et les particuliers fortunés évitent l'impôt en utilisant des structures offshores est assez simple. Une entreprise sera créée dans un paradis fiscal. Des transactions économiques seront créées, ce qui aura pour effet de transférer de l'argent d'une juridiction fiscale supérieure à une société de paradis fiscal.

Par exemple, une entreprise multinationale pourrait créer une entité de paradis fiscal qui facture des frais de gestion à d'autres parties de la société. Ou charge d'autres parties de la société pour l'utilisation de la marque de l'entreprise. Ces frais transfèrent de l'argent d'une partie de la multinationale au paradis fiscal.

Cependant, souvent, rien ne se passe dans la société de paradis fiscaux. C'est juste un bout de papier, assis dans un bureau d'avocats, avec un compte en banque, collectant de l'argent.

Encore une fois, c'est la fiction de l'évitement fiscal. Deux entreprises s'échangent entre elles, sans véritable échange économique de biens ou de services, dans le seul but de créer un avantage fiscal.

Quel impact cet évitement fiscal et cette evasion fiscal ont-elles sur les personnes les plus vulnérables dans la société?

L'évasion et l'évasion fiscales rongent ou « détruisent » les systèmes de revenus nationaux et sapent les engagements en matière d'égalité des sexes. Ces revenus sont nécessaires pour la nutrition, la santé, l'éducation, la formation et le transport.

Les richesses personnelles et les bénéfices des sociétés qui sont cachés dans des juridictions secrètes et qui ne sont pas imposés lorsque des individus sont domiciliés ou par des gouvernements dans des pays d'accueil ne peuvent être imposés nulle part. Les dommages causés par les juridictions du secret financier peuvent porter atteinte non seulement à la possibilité de l'égalité, mais aussi aux droits fondamentaux et à la promesse des objectifs de développement durable des Nations Unies - les droits de survie (droit à la vie, liberté de la pauvreté, à l'assainissement) mais aussi des droits tels que la santé, l'éducation, la participation politique, l'autonomisation économique et l'accès à la justice.

L'OCDE n'adresse-t-elle pas le problème?

L'OCDE a lancé le processus BEPS en 2013 pour formuler de nouvelles règles visant à renforcer le système fiscal international. Le processus BEPS traite uniquement de l'évasion fiscale par les sociétés multinationales. Ce n'était pas conçu pour traiter avec des individus.

Le programme BEPS a permis de faire quelques progrès dans la lutte contre l'évasion fiscale et, à la suite du processus, certaines des pratiques les plus scandaleuses seront réduites.

Cependant, tout le processus a été miné par le lobbying des entreprises et il y a maintenant une acceptation générale que le processus BEPS n'a pas pris de mesures adéquates pour réduire l'évasion fiscale des entreprises.

Que devrait-on faire pour résoudre le problème ?

Le réseau de justice fiscale croit à l'ABC de la réforme fiscale.

Le réseau de justice fiscale croit en l'ABC de la transparence fiscale en tant que première série de réformes majeures.

A est synonyme d'échange automatique d'informations. Quand un client ouvre un compte bancaire offshore, la banque doit informer automatiquement l'autorité fiscale du comté où cette personne réside. Ce processus a commencé cette année pour de nombreux pays développés, mais il est loin d'être exhaustif, avec de grands trous dans le système à l'exclusion de nombreux pays en développement. TJN plaide pour un système d'échange global et complet.

B représente les registres de propriété effective. Les entreprises, les fiducies et les fondations devraient enregistrer leurs véritables bénéficiaires sur une base de données publiques. Pas seulement le propriétaire légal, qui pourrait être par exemple une autre société offshore, mais la véritable personne physique qui va bénéficier plus ou moins de l'entité légale. Dans le cas des fiducies, toutes les parties à la fiducie doivent être enregistrées, y compris le constituant, et le fiduciaire.

C signifie Country by Country Reporting (**Rapport Pays par Pays**). Les entreprises multinationales devraient signaler leurs données économiques clés, par exemple, le nombre d'employés qu'ils ont, le nombre de ventes qu'ils font et les bénéfices qu'ils déclarent dans chaque pays où ils sont présents. Cela le rendrait immédiatement transparent si la société transférait ses bénéfices dans des paradis fiscaux.

Cependant, pour que toutes ces choses fonctionnent, nous avons également besoin d'une application efficace. Dans de nombreux pays développés du monde entier, l'austérité a décimé les autorités fiscales. Beaucoup d'autorités fiscales ont vu des pertes d'emplois à grande échelle qui ont conduit à des mesures d'application moins efficaces. Dans les pays en développement, les autorités fiscales manquent souvent de ressources. Si nous voulons mettre fin au fléau de l'évasion fiscale, les gouvernements doivent s'engager à bien financer leurs autorités fiscales.

Autres choses?

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web de TJN:

www.taxjustice.net

Si vous avez besoin de contacter une personne à TJN, vous pouvez trouver les coordonnées à:

<https://www.taxjustice.net/contact-3/>